



RÉSEAU DE PRÉVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES

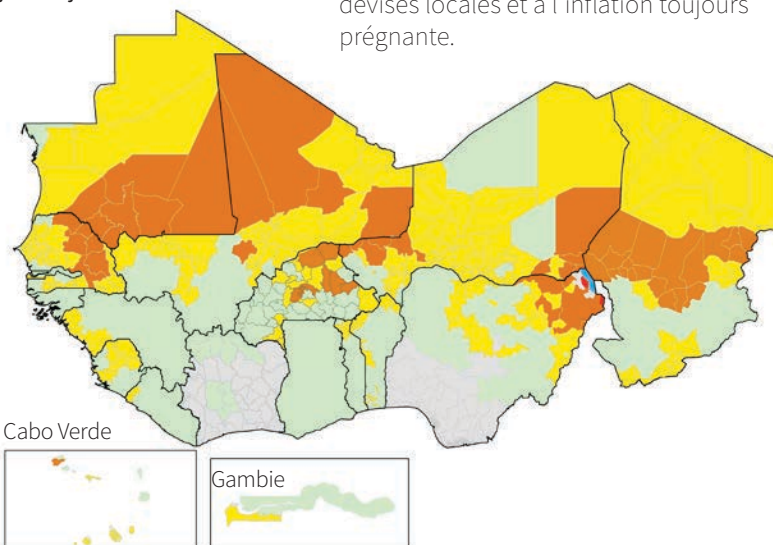
Situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

NOTE AUX DÉCIDEURS POLITIQUES

Créé en 1984 et placé sous le co-pilotage politique de la CEDEAO et de l'UEMOA, le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) a pour mission de promouvoir le dialogue et la coordination et d'analyser et de construire une vision consensuelle de la situation alimentaire et nutritionnelle afin de nourrir la prise de décision.

Cette note a été produite conjointement par le Secrétariat exécutif du CILSS et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), co-animateurs du RPCA, sur la base des conclusions de la réunion restreinte du RPCA les 16-18 avril 2018.

Situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest, situation projetée : juin-août 2018



Phases d'insécurité alimentaire

Phase 1 : minimale Phase 2 : sous pression Phase 3 : crise Phase 4 : urgence Phase 5 : famine non analysé

Source : Analyses du Cadre harmonisé, Consultation technique régionale du PREGEC, Ouagadougou, mars 2018.

APERÇU DE LA SITUATION AGRICOLE, ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

1. La production céréalière de la campagne agricole 2017-18 est estimée à 67.7 millions de tonnes en hausse de 2.5 % en comparaison avec la campagne précédente et de 11.7 % par rapport à la moyenne quinquennale. Mais la mauvaise pluviométrie a entraîné des baisses sensibles de production dans certains pays par rapport à 2016-17 : Gambie (-29 %), Burkina Faso (-11 %), Guinée-Bissau (-7 %) et Tchad (-5.5 %). Plus critique est la situation du Cabo Verde où la production céréalière a été totalement compromise par la sécheresse. La production de tubercules et des produits de rente (arachide, niébé, soja, sésame) enregistre une hausse comparée à celle de l'année dernière et de la moyenne quinquennale. Les marchés demeurent relativement bien approvisionnés, mais les prix des denrées alimentaires sont largement au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. Cette situation est en partie due à la dépréciation de certaines devises locales et à l'inflation toujours prégnante.
2. La situation pastorale est très critique dans la bande sahélienne en raison d'importants déficits en fourrages et en eau. Les déficits fourragers les plus importants sont observés en Mauritanie et au Sénégal avec des baisses respectives de 95 % et de 80 %. Cette situation a provoqué une transhumance précoce des troupeaux sahéliens, avec d'importants risques de conflits. Face à la situation, les pays sahéliens ont élaboré des plans de réponse et les pays côtiers ont défini des plans d'accueil d'animaux transhumants ; tous ces plans souffrent d'importants manques de financement qu'il est urgent de combler.
3. Le Réseau évalue à 7.1 millions le nombre de personnes en besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle urgente, dont 3.7 millions dans le nord-est du Nigéria. Ces personnes affectées sont en majorité des pasteurs et agropasteurs, en particulier des femmes et des enfants. En plus de la dégradation des moyens d'existence, des prix alimentaires, cette situation est aggravée par l'insécurité toujours prégnante dans le bassin du lac Tchad, dans le Liptako-Gourma et dans le centre du Mali. Si des mesures adéquates ne sont pas prises rapidement, la population affectée pourrait atteindre 10.6 millions de personnes d'ici juin-août 2018 et le nombre d'enfants malnutris pourrait passer de 1.1 à 1.6 million.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- 4.** Au regard de la situation alimentaire et nutritionnelle en forte détérioration, le Réseau recommande aux États, à leurs organisations intergouvernementales et à leurs partenaires d'accélérer la mise en œuvre des plans de réponse des pays pour non seulement faire face à l'urgence alimentaire et nutritionnelle dans la bande sahélienne, mais aussi pour protéger et renforcer les moyens d'existence des communautés pastorales et agropastorales ;
- 5.** Plus spécifiquement au regard de la situation pastorale très critique, le Réseau formule les recommandations additionnelles suivantes à l'endroit de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS :
- Accompagner les États dans la mobilisation de fonds pour la mise en œuvre des plans de réponse et d'accueil ;
 - Actionner la réserve régionale de sécurité alimentaire au profit de l'aliment bétail ;
 - Investir durablement dans la mise en place des conditions d'une transhumance transfrontalière sécurisée, apaisée et mutuellement bénéfique pour les pays sahéliens et côtiers ; il s'agit notamment de mettre en œuvre des programmes structurants s'attaquant aux défis actuels et futurs de l'élevage pastoral, notamment l'éducation et l'emploi des jeunes.
- 6.** Le Réseau exhorte les responsables politiques nationaux et régionaux (CEDEAO, UEMOA et CILSS) à faire preuve de discernement face aux amalgames sécuritaires liés au pastoralisme, en s'abstenant notamment de prendre toute mesure pouvant ébranler les fondations de l'intégration régionale, à savoir la libre circulation des hommes et de leurs biens.
- 7.** Face à la précarité de l'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le Réseau recommande aux organisations intergouvernementales (CEDEAO, UEMOA et CILSS) d'organiser, dans le cadre du RPCA, une conférence incluant les ministres du budget et les parlements afin de convenir d'engagements concrets sur le financement et la pérennisation des dispositifs nationaux d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- 8.** Enfin, le Réseau souligne le sous-investissement cruel dont souffrent les programmes de sécurité alimentaire et de résilience du fait du poids budgétaire insupportable imposé aux gouvernements par la crise sécuritaire. Cette alerte doit être entendue par la communauté internationale au risque de voir la faim et la malnutrition menacer à terme le développement et la stabilité régionale : ***Gagner la bataille contre le terrorisme ne doit pas faire perdre le combat que mènent les pays contre la faim et la malnutrition.***

IMPLICATIONS MAJEURES POUR LA CEDEAO, L'UEMOA ET LEURS PARTENAIRES

- 9.** Au regard de la situation alimentaire et nutritionnelle en détérioration :
- Apporter un appui financier ou mobiliser la réserve régionale au profit des pays où la situation alimentaire et nutritionnelle est la plus critique ;
 - Inscrire l'engagement politique et financier dans la prévention plutôt que la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes :
 - Accompagner les États à s'investir durablement dans la mise en œuvre de programmes structurants de développement (notamment : PNIA-SAN, PRP-AGIR) destinés à mieux prévenir et anticiper les crises ;
 - Désigner un leader politique « Champion de la cause alimentaire et nutritionnelle » en charge du plaidoyer et du lobbying international pour le maintien des enjeux alimentaires et nutritionnels en haut des agendas de développement ;
 - Instruire le Secrétariat exécutif du CILSS et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), co-animateurs du RPCA, à préparer les dossiers techniques de l'organisation de la conférence sur le financement et la pérennisation des dispositifs d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- 10.** Pour faire face à la situation pastorale critique :
- Mobiliser la composante financière de la réserve régionale pour une opération pilote « Aliment bétail » à tester sur les couloirs de transhumance jugés les plus critiques ;
 - Apporter un soutien financier aux États pour combler les gaps de financement de la mise en œuvre des plans de réponse et d'accueil ;
 - Accompagner les pays d'accueil (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria et Togo) dans la recherche de financement pour la mise en œuvre des composantes nationales du Programme régional d'investissement et de développement de l'élevage et du pastoralisme dans les pays côtiers (PRIDEC).